

Yannick Botrel



Sénateur des Côtes d'Armor



## Projet de loi de finances pour 2013 : un budget responsable et solidaire

François Hollande l'avait promis, le gouvernement l'a fait : le projet de loi de finances 2013 est guidé à la fois par l'esprit de responsabilité et le souci de solidarité.

Responsabilité, car il faut un effort historique de désendettement de l'Etat pour assainir nos finances publiques et lutter contre la crise économique. Le PLF 2013 permettra en effet de ramener le déficit public à 3% du PIB et améliorer de 22 milliards d'euros le solde budgétaire de l'Etat.

Solidarité, car il faut que la contribution fiscale qui s'impose à tous obéisse à une loi élémentaire de justice sociale : peser davantage sur les ménages les plus aisés et préserver le pouvoir d'achat de nos concitoyens les plus modestes.

Mais ce n'est pas tout : ce budget entend aussi répondre efficacement aux promesses de campagne du Président de la République et aux priorités fixées par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Ainsi met-il la jeunesse à l'honneur à travers la création des emplois d'avenir et le recrutement dans l'Education nationale. La lutte contre le chômage est l'autre priorité forte qui se traduit à travers le soutien aux PME, sources de croissance, d'investissement et d'emploi. Autres priorités lisibles dans les lignes budgétaires de ce projet de loi: la sécurité et la justice qui bénéficieront de moyens supplémentaires.

Du côté des dépenses, l'Etat et ses opérateurs, mais aussi les ministères eux-mêmes, en particulier celui de la défense, seront mis à contribution. Ce qui devrait permettre une économie de 10 milliards d'euros.

Quant aux collectivités, elles seront associées de manière équilibrée à l'effort de redressement des finances publiques. A l'opposé de la méthode Sarkozy, une logique partenariale recréera une dynamique entre l'Etat, le Parlement et les acteurs locaux au travers d'un « pacte de confiance et de solidarité ». L'enveloppe des concours de l'Etat sera stabilisée en 2013 mais cet effort est compensé par un renforcement de la péréquation pour mieux tenir compte des fortes disparités dans la situation financière des collectivités.

Au total donc, nous observons avec satisfaction que le PLF 2013 propose un budget équilibré et courageux qui tient compte de l'humain dans un contexte économique très difficile.

Je vous présente mes meilleurs vœux pour 2013  
Bloavez mat deoc'h.

Directeur de publication : Yannick Botrel

Permanence parlementaire : BP 50623 - 22206 GUINGAMP Cedex  
Tél. : 02 96 11 00 96 - Fax : 09 70 62 57 12 - permanence.botrel@orange.fr  
www.yannickbotrel-senateur.fr

### Les Etats Généraux de la Démocratie Territoriale, le premier pas du Sénat vers la réforme territoriale, prévue en 2013

A la suite de l'enquête nationale initiée en 2011 par le Sénat auprès de tous les élus de France, les Etats Généraux de la Démocratie Territoriale se sont tenus à l'automne. Localement, les sénateurs costarmoricains, à l'occasion de trois réunions, ont recueilli la parole des élus. Ces rencontres ont d'abord permis de présenter les résultats de l'enquête à laquelle près de 20 000 élus ont participé. Les résultats ont mis en avant les relations entre les collectivités territoriales et l'État, estimant par exemple que l'État intervient à l'excès dans les champs de compétences transférés aux collectivités et dénonçant une « recentralisation rampante ». Les élus appellent dans leur majorité l'État à se concentrer sur ses compétences stratégiques et régaliennes et soulignent la nécessité de leur renforcement. La réforme de l'État et les nouvelles avancées de la décentralisation devraient supprimer toute redondance, tout enchevêtrement entre les missions de l'État et celles dévolues aux collectivités territoriales.

S'agissant des finances locales, les participants ont exprimé des inquiétudes quant à l'évolution des capacités financières des collectivités et ont insisté sur la nécessité de disposer d'une visibilité sur leur évolution. Ils ont insisté sur l'importance qu'il y avait à maintenir un lien entre les ressources fiscales et le territoire, qui a été considérablement amoindri avec la réforme de la taxe professionnelle, et de disposer d'un panier de dotations diversifiées. Ils ont également souligné la nécessité de bénéficier de ressources dynamiques et évoqué des pistes de réforme des impôts locaux (impôts assis sur l'usage des nouvelles technologies ou sur les actifs financiers, réforme des taxes foncières et d'habitation notamment).

*Disposez de toutes les conclusions, en vous adressant à ma permanence.*

### La construction des logements sociaux et adaptés, la Ministre s'est engagée

A l'occasion de la séance des questions orales du mardi 2 octobre, j'ai attiré l'attention de Cécile Duflot, Ministre de l'Égalité des Territoires et du Logement sur la situation inquiétante des projets de construction de logements sociaux et adaptés. Sensible à l'interpellation, la Ministre a répondu précisément aux difficultés évoquées, renvoyant aux décisions budgétaires mais pas seulement. En effet, la cartographie des projets devrait désormais mieux prendre en compte les singularités territoriales tout en respectant à la fois la tension du marché de l'habitat et la demande sociale.

### Pour le renforcement du bilinguisme

Certains documents officiels souffrent d'un flou juridique s'agissant de la reconnaissance du bilinguisme, entraînant des interprétations diverses selon les administrations. C'est pourquoi, en rappelant l'importance et la prévalence de la langue bretonne dans toute la région Bretagne, en se conformant aux engagements pris pour la ratification de la Charte des langues régionales par le Président de la République, j'ai interpellé Manuel Valls, Ministre de l'Intérieur, sur les dispositions envisagées pour clarifier la légalité des documents administratifs, à l'exemple du livret de famille bilingue pour lequel j'ai été saisi.

### Le 19 mars, date officielle de recueillement et de mémoire pour la guerre d'Algérie

La majorité sénatoriale a adopté un texte reconnaissant le 19 mars comme date officielle de recueillement et de mémoire pour la guerre d'Algérie. Il importait que, tout comme pour la première et la deuxième guerre mondiale, la République s'impose une date pour rendre hommage aux quelques 30.000 morts et plus de 65.000 blessés Français de la guerre d'Algérie.

#### Mardi 2 octobre 2012

A l'occasion de l'audition de Pierre Moscovici, Ministre de l'Économie et des Finances, pour saluer l'effort de redressement des finances publiques inscrit au budget 2013.

L'occasion m'était également donnée de faire état d'un mécanisme de décote pénalisant les contribuables les plus modestes.

La loi de finances pour 2012 votée sous le précédent gouvernement, prévoyait, en effet, le gel du barème de l'imposition, ce qui a eu pour effet de faire contribuer des personnes dont le revenu était vraiment faible.

#### Mercredi 10 octobre 2012

Lors de la communication faite en faveur du Crédit Immobilier de France, pour insister sur les deux dimensions de ce dossier : la fonction de crédit du CIF et l'avenir de son personnel. En effet, si nous pouvons apporter des solutions techniques au maintien de la fonction prêteur du CIF, nous ne devons pas, pour autant, négliger d'envisager des solutions concrètes pour son personnel

#### Mardi 23 octobre 2012

Au cours d'un échange avec Manuel Valls, Ministre de l'Intérieur, à la suite de la tenue des Etats généraux de la Démocratie Territoriale, j'ai abordé la question de l'élection future des conseillers généraux.

Deuxième point, j'ai mis en avant la demande des îles constituant une seule commune, d'être exclues de la généralisation de l'intercommunalité. Ensuite, sur la représentation des conseillers communautaires dans le cadre futur, j'ai insisté sur les craintes de certaines communes de voir le nombre de leurs représentants diminuer, sans que pour autant, elles soient *de facto* surreprésentées par rapport à la population globale.



Au Salon International de l'Agroalimentaire, j'ai abordé la question des exportations avec Guillaume Garot, Ministre délégué et la délégation du Gouvernement indien.

### Le budget de l'agriculture placé dans un contexte européen et mondialisé

Co-rapporteur spécial de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » du projet de loi de finances 2013, j'ai souhaité en replacer les objectifs et le niveau des dépenses d'Etat dans le contexte européen et d'échanges mondialisés.

Au titre de la Politique Agricole Commune par exemple, les dotations communautaires accordées à la France représentent près des trois quarts de l'ensemble des dépenses de l'Union européenne en France, faisant ainsi de notre pays le premier bénéficiaire de cette politique communautaire.

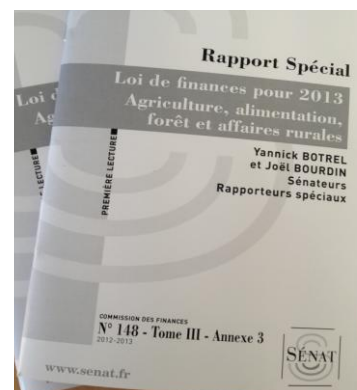
D'où l'importance de la future PAC qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 : les principaux sujets qui restent en discussion concernent la convergence des aides directes pour chaque Etat membre et de la conditionnalité de ces aides. Dans le budget de l'Etat, la part consacrée aux dépenses d'intervention, en fait des aides directes aux agriculteurs, représente près de 53 % du budget total de la mission qui est de 3,31 milliards d'euros. Ce budget s'inscrit dans un contexte agricole mondial plutôt stable actuellement. En effet la production reste stimulée par les perspectives positives en matière de prix et une demande soutenue, malgré la crise économique, liée à la croissance démographique, l'essor des biocarburants ou encore les changements d'habitudes alimentaires des pays émergents.

Restent que les prix sont très sensibles aux variations conjoncturelles, voire spéculatives, et que la volatilité des marchés est forte.

Le Ministre Stéphane Le Foll l'a dit aux sénateurs lors de son audition, la France est attachée au maintien de mécanismes de régulation au plan européen, en particulier afin d'assurer la transition après la fin des quotas laitiers.

Dans la même logique il entend faire porter les débats futurs sur l'équité des coûts de production, en partie liée aux distorsions des coûts salariaux entre pays de l'Union.

Lors de différentes auditions d'entreprises agro-alimentaires, en particulier en Bretagne, j'ai pu mesurer à quel point ces activités essentielles dans l'économie de notre région peuvent être soumises à des contraintes concurrentielles fortes mais aussi les atouts qui sont les leurs. Nos entreprises disposent d'un bassin de production, de personnels compétents et d'une réputation de sérieux et de professionnalisme. Avec trois collègues sénateurs nous produisons un rapport sur ce sujet dont la présentation est prévue vers le mois d'avril.



Mes conclusions, en tant que rapporteur de la Mission Agriculture au Budget 2013.

### Création de la Banque Publique d'Investissement, outil financier exemplaire au service des territoires

Le Sénat, après l'Assemblée Nationale, a examiné le projet de loi créant la Banque Publique d'Investissement, première des soixante promesses électorales de François Hollande. La BPI doit réunir dans chaque région, sous un guichet unique, les services du Fonds Stratégique d'Investissement (FSI), de la banque publique des PME et de l'innovation, Oséo, et de CDC Entreprises, filiale de la Caisse des dépôts. Elle aura comme actionnaires à 50/50 l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations. La gouvernance sera assurée par un conseil d'administration de quinze membres avec une forte représentation régionale garantissant l'objectif de prise de décisions à 90% par le niveau régional.

La BPI est une banque qui reste pour autant nationale, dans laquelle les métiers de prêts et d'investissement sont séparés, assurant de ce fait une gestion équilibrée et évitant tout risque de conflit d'intérêt. La compagnie financière holding est chargée prioritairement de fixer les orientations stratégiques et d'exercer le contrôle des risques. Quant aux filiales créées : BPI – innovation et BPI – Investissement, elles sont en charge de la mise en œuvre opérationnelle des différents métiers.

Les missions de la BPI correspondent aux besoins identifiés de l'économie française, à savoir un soutien auprès des TPE et PME dans l'obtention des financements. Ainsi, la BPI répond à des problématiques très concrètes :

- celle de la petite entreprise industrielle qui a difficilement accès au crédit bancaire ou à des fonds propres sans être accompagnée par un autre partenaire,
- celle de la jeune entreprise innovante qui a du mal à trouver le financement pour développer son idée, puis les fonds propres pour gagner ses premiers marchés,
- celle de l'entreprise plus mûre qui a besoin de fonds pour conquérir des marchés à l'international.

Dès 2013, la BPI disposera de plus de 40 milliards d'euros de ressources et ainsi disposera d'une capacité de prêts, d'une capacité de garantie de prêts et d'une capacité d'intervention en fonds propres.





## Mes interventions en tant que membre de la Commission des finances

Mardi 6 novembre 2012

Sur la participation de la France au budget de l'Union Européenne, j'ai redit la responsabilité qui nous incombe à faire évoluer la politique agricole commune.

En effet, la PAC est appliquée au niveau des Etats membres, elle a privilégié les cultures céréalières et, plus largement, les productions végétales, et ce, au détriment des filières animales dont le maintien est indispensable à nos industries agroalimentaires.

Mercredi 7 novembre 2012

A l'occasion de l'audition de Stéphane Le Foll, Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, j'ai mis en évidence les missions importantes portées par les associations de remplacement en agriculture qui mettent à disposition des agriculteurs, en cas de maladie, d'accident ou de congé, un personnel compétent, adaptable, formé et donc rémunéré à des niveaux supérieurs à la moyenne. Dans le cadre de la modification du dispositif d'exonération des charges, je me suis exprimé pour un relèvement du seuil de ce dispositif à 1,7 smic.

Mercredi 14 novembre 2012

Au sujet du programme « Gendarmerie Nationale » du Projet de Loi de Finances pour 2013, j'ai fait remonter les préoccupations de certains élus qui dénoncent la dégradation des conditions de logement des gendarmes, qui, de ce fait, se détournent de certains territoires.

- 1 Remise de la Médaille du tourisme à Loïc Frémont à Pabu
- 2 Les élèves de l'école du Vieux – Bourg en visite au sénat
- 3 Inauguration de la mairie de Plounévez – Quintin
- 4 Inauguration de deux logements sociaux de Coatascorn
- 5 Inauguration du centre de tri Valorys à Pluzunet

- 6 Inauguration de l'espace culturel multifonctions de Kermoroc'h
- 7 Inauguration de la mairie de Kergrist – Moëlou
- 8 Inauguration de la nouvelle salle des fêtes de Peumerit – Quintin
- 9 Inauguration de l'aménagement du bourg de Senven – Léhart
- 10 Inauguration de l'extension de l'école publique de Moustéru